

Horizon 2019 (2/4)

Fragmentations, conflits et guerres

Eugène BERG | Ancien ambassadeur, dernier ouvrage : *À la recherche de l'ordre mondial. D'où venons-nous ?* (Éditions Apopsix, 2018, 468 pages).

Un grand débat est ouvert. Au-delà de la pointe guerrière, assez exceptionnelle des années 2012-2018, liée aux exactions de *Daech*, à la guerre civile en Syrie et au conflit afghan – qui, en 2016, ont provoqué 65 % des victimes des guerres dans le monde –, la violence guerrière est-elle en déclin, comme le pensent certains, par rapport aux années de la guerre froide ? Ou, au contraire, assiste-t-on à une dilution du fait guerrier dû à la quasi-disparition des guerres interétatiques accompagnée d'un renouvellement des manifestations de violence et l'omniprésence du spectacle de la guerre dans la vie quotidienne du spectateur occidental, alors même que l'expérience de ladite guerre n'y fait jamais irruption ?

La désétatisation du fait guerrier cumulée à une individualisation de la violence tendrait finalement à une « désépésification » de la guerre, devenue diffuse, omniprésente, permanente. Une approche au demeurant pas vraiment nouvelle, car au cours des années 1960, le général André Beaufre, parlait de paix-guerre.

Certes, les conflits principaux qui ceinturent la Planète semblent apparemment sur le recul comme en Syrie ou relativement « stabilisés » au Yémen, dans le Sahel ou le lointain Sud-Soudan. En réalité, comme le montre *L'enjeu mondial – Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, les formes de guerre, de violence ou d'affrontement ont subi de profondes transformations. Aux guerres traditionnelles, interétatiques, qui ont quasiment disparu (on n'en a recensé que deux en 2016), se sont substituées des guerres intra-étatiques, dont la plupart s'internationalisent. Mais bien d'autres guerres ont fait leur apparition : guerres « vertes » liées à l'environnement, au climat, cyberguerres, guerres hybrides, au point que l'on en soit venu à parler, comme Frédéric Gros, de « guerre diffuse ». C'est donc la montée générale des menaces qui apparaît préoccupante ou du nouveau discours sur le nucléaire tactique.

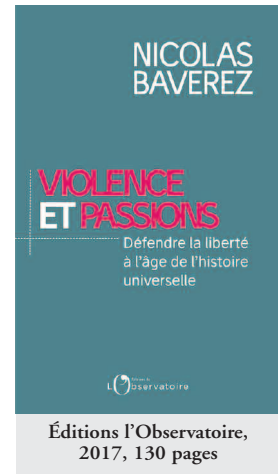




La complexité des formes de guerre

Violence et passions dans le monde actuel

Plutôt que la paix et la liberté, ce sont la violence et les passions, qui ont pris les devants, tel est en tout cas le thème du dernier ouvrage du brillant essayiste Nicolas BAVEREZ, *Violence et passions, Défendre la liberté à l'âge de l'histoire universelle*. À ses yeux, les guerres se multiplient – ce qui n'est pas prouvé statistiquement –, les États s'effondrent – un phénomène pas vraiment nouveau (tel est le cas de la Somalie depuis deux décennies) –, la violence change de nature, de moyen, elle est devenue une fin en soi. De telles affirmations écrites sous l'empire des victoires de l'État islamique, dont on verra qu'il s'est réduit à une peau de chagrin, peuvent-elles et doivent-elles être prises à la lettre ?



Face à la prolifération de la violence, face à l'escalade de la terreur, les démocraties, déplore Nicolas BAVEREZ, se sont enfermées dans le déni. Les sociétés sécularisées hésitent à admettre que la religion est, et restera, une dimension déterminante de l'histoire des hommes. Les démocraties, ajoute-t-il, comme s'il s'agissait d'un ensemble homogène, refusent d'admettre qu'elles ont des ennemis qui se fixent pour but leur destruction, renonçant même à les nommer et à les combattre...

La violence ou la liberté, conclut l'auteur, nous enfermant dans ce cruel choix binaire, comme si la scène internationale n'était pas plus complexe, plus diversifiée, évolutive. Certes nous sommes entrés dans l'ère de l'histoire universelle mais nous vivons des époques et en des lieux différents admet Nicolas BAVEREZ, qui force son lecteur, selon le mot de Churchill « à prendre l'événement par la main avant qu'il ne vous saisisse par la gorge. »

Les auteurs de *L'enjeu mondial – Guerres et conflits armés au XXI^e siècle* examinent en profondeur le fait guerrier ou les manifestations de violence guerrière sous bien des aspects – définition et délimitation de la guerre, ses effets sociologiques, etc. –, se demandant si la formule du sociologue Charles Tilly – « la guerre fait l'État, l'État fait la guerre » – reste toujours valable ou si elle a tout simplement vécu. Les moyens de faire la guerre (ou de l'éviter) ont augmenté puisque les dépenses mondiales d'armement ont dépassé le pic de 2011 de 1 717 milliards de dollars. La France, en particulier, prévoit d'augmenter les dépenses affectées au nucléaire de 4 Mds d'euros en 2017, à 7,5 à l'horizon 2030.

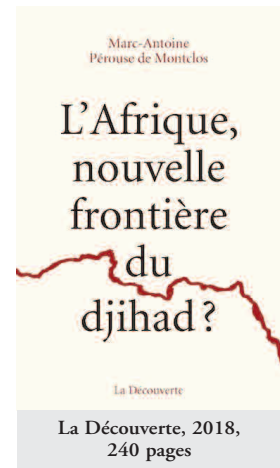
En effet, selon l'étude annuelle du *SIPRI* publiée le 2 mai 2018, les dépenses militaires globales mondiales ont atteint, en 2017, 1 739 Mds \$, soit 2,2 % du PIB mondial (230 \$ par habitant), en progression de 1,1 % par rapport

à 2016. Après les États-Unis, dont les dépenses (610 Mds \$) égalent les dépenses combinées des sept pays suivants, figurent : la Chine, 228 Mds ; l'Arabie saoudite, 69,4 Mds (soit 10 % de son PIB) ; la Russie ne figure qu'au 4^e rang avec 66,3 Mds, soit une baisse de 20 % – la plus forte depuis vingt ans – ; suivis de l'Inde, 63,9 Mds ; et de la France 57,8 Mds (2,3 % de son PIB). Les 29 pays de l'Otan avec 900 Mds assurent 52 % des dépenses mondiales, bien que les plus fortes progressions se situent en Asie et au Moyen-Orient.

Dans *L'enjeu mondial – Guerres et conflits armés au XXI^e siècle*, une série de tableaux présentent les dépenses régionales comparées : défense, éducation et santé de 2000 à 2017, dont il ressort que les dépenses militaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont oscillé entre 4,25 et 6 % du PIB, en Amérique du Nord de 3 à 4,25 %, en Asie du Sud de 2,5 à 3 %, alors que dans le reste du monde (Europe et Asie centrale, UE, Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes), elles se sont situées entre 1,25 et moins de 2 % du PIB.

L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?

Spécialiste des mouvements djihadistes africains, Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, directeur de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), a arpenté la plupart des pays africains. Il offre un panorama subtil et ajusté de ce phénomène que les médias et l'opinion ont tendance à traiter comme un tout, comme si les divers mouvements djihadistes répondaient à une direction unique et étaient instrumentalisés de l'extérieur (en l'occurrence des pays arabes). D'où sa critique d'acronymes fréquents (« Saheslistan », « arc de crise », « croissant de la terreur »), décrivant la menace comme « globale » et tous les conflits comme interdépendants. Y a-t-il une unité idéologique et opérationnelle entre une révolte à Mogadiscio (Somalie) et une autre à Nouadhibou (Mauritanie), à 10 000 kilomètres de là ?



Cette vision, inspirée de la théorie des dominos du temps de la guerre froide ne résiste pas à un examen minutieux et aux enquêtes serrées sur le terrain auxquelles il s'est livré. Les amalgames sont d'autant plus fréquents que beaucoup de groupes djihadistes portent des noms semblables, comme *Ansar*, qui désigne les premiers disciples du Prophète. Autre source d'inquiétude, les analystes considèrent le Sahel comme un ensemble homogène et confondent les évolutions démographiques de l'Afrique subsaharienne avec le projet « global » des djihadistes. Or, le djihadisme est un néologisme à géométrie variable.

L'auteur se concentre sur les trois mouvances les plus importantes de cette galaxie : les *chebab* dans la Corne de l'Afrique, *Boko Haram* autour du lac Tchad et

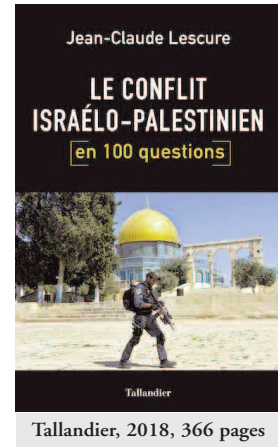


Al-Qaïda au Maghreb islamique (*AQMI*) dans le Nord du Mali. Bien des phénomènes sont en jeu sur ces vastes espaces : les exactions des coalitions antiterroristes, la faiblesse des États africains, la plasticité des doctrines utilisées pour justifier le recours à la violence. Certes, qu'on les qualifie de sectes, de mouvements terroristes ou de guérillas, voire tout cela à la fois, et bien qu'ils partagent de nombreux traits communs, chacun possède ses spécificités et s'ancre sur des territoires particuliers qu'il convient de prendre en compte. D'où l'une de ses conclusions : le seul recours à la force n'est sûrement pas la meilleure façon de régler un problème d'ordre politique et social.

La poudrière du Levant

Le conflit israélo-arabe en 100 questions

Des centaines d'ouvrages, de témoignages ou d'analyses ont été publiés sur le conflit israélo-arabe, un des plus anciens qui persiste sur la Planète, même s'il a perdu de son acuité. C'est qu'il revêt tant d'aspects – religieux, géopolitiques, socio-économiques et culturels – plongeant dans l'histoire et s'inscrivant, comme l'explique de manière fort claire Jean-Claude LESCURE, dans des lieux hautement symboliques : mur occidental, mur des Lamentations, esplanade du mont du Temple, esplanade des Mosquées, Judée, Samarie, Cisjordanie, implantations, colonies, barrière de sécurité, mur de séparation...



De la déclaration Balfour de 1917 aux récentes violences à Gaza, en passant par le vote de l'ONU du 29 novembre 1947 en faveur de la création de deux États – l'un arabe et l'autre juif –, que de textes, de conflits, d'affrontements que l'auteur décrit de façon précise et argumentée. Un éventail très large de questions est examiné : les différents courants du mouvement palestinien ou du *djihad* islamique, l'activité politique des Arabes palestiniens (20 % de la population d'Israël), les Russes d'Israël (15 % de la population), le statut de Jérusalem... Mémoires vivaces ancrées dans les lieux saints, répression, lignes verte ou bleue, attitudes des principaux voisins et des puissances, tous les aspects du conflit israélo-palestinien sont analysés et soupesés par l'auteur qui sait garder distance et neutralité, tâche malaisée, tant les passions s'expriment sur ce sujet.

Malgré les multiples conférences, rencontres au Sommet, « feuilles de route », plans de paix, etc., aucune solution d'ensemble n'a pu être dégagée et encore moins appliquée au problème israélo-palestinien/arabe : des Accords d'Oslo du 13 septembre 1993 à la feuille de route du Quartet de décembre 2002, en passant par le Sommet de Charm el-Cheikh du 3 juin 2003 au cours duquel George W.

Bush déclara que « le monde a besoin d'un État indépendant et pacifique », jusqu'au retrait des colonies juives de Gaza (septembre 2005-décembre 2008).

La géopolitique d'Israël

La 5^e édition de l'*Atlas géopolitique d'Israël* de Frédéric ENCEL apporte bien des éléments d'information et d'analyse sur ce pays clef de la région. Son alliance avec les États-Unis est plus solide que jamais tandis qu'une large convergence s'est opérée avec Riyad sur l'opposition à l'« expansionnisme » iranien. L'État hébreu, qui depuis l'arrivée au pouvoir de Netanyahu a mis la sécurité devant la paix, a su, grâce à sa politique pragmatique, se lier avec bon nombre de pays. En 2018, seules subsistent 158 implantations concentrées en Cisjordanie et sur le Golan (dont 5 villes) sur les 214 qui existèrent à un moment, tous territoires confondus.



Frédéric ENCEL balaye le fantasme d'une submersion de l'État hébreu sous le poids démographique arabe. En fait, environ 21 % de la population du pays est arabophone, mais elle est plus intégrée que menaçante du fait de la variété de sa composition. Les 110 000 Druzes constituent les meilleures unités combattantes de *Tsahal* ; les 130 000 Arabes chrétiens se sont mobilisés contre l'érection d'une mosquée à Nazareth ; les 160 000 Bédouins participent à la vie politique et militaire. Quant au million d'Arabes musulmans, ils n'ont jamais constitué de « 5^e colonne ». Enfin, les taux de fécondité, qui en 1977 étaient du simple au double en faveur des Arabes, se sont alignés.

L'environnement stratégique d'Israël face au Liban et à la Syrie apparaît favorable, ce qui explique certainement le fait que les dépenses militaires ont continué leur décrue s'établissant en 2015 à 5,5 % du PIB, bien en dessous de la moyenne de la région Afrique du Nord–Moyen-Orient (8 %) ; seuls l'Égypte, la Jordanie et le Liban se situent au-dessous du taux israélien. Maintenant que le conflit syrien s'achève, les regards se tournent vers le plateau du Golan – « l'Alsace–Lorraine » de la Syrie – qui est hautement valorisé par Israël comme sentinelle et tampon. Aujourd'hui, si la Turquie, l'Iran et, à une moindre échelle, l'Éthiopie lui restent hostiles, Israël a su établir des relations durables avec l'Inde – auquel il livre quantité d'armements –, la Chine – qui y a investi 25 Mds \$ et a remporté la gestion des ports de Haïfa et d'Ashod –, l'UE et la Russie qui ne semblent pas avoir pris des mesures de rétorsion à la suite de l'incident de l'*Il-20* (abattu par des systèmes syriens *S-200*, le 17 septembre 2018) dont Moscou a attribué la responsabilité à l'État hébreu (des F-16 israéliens venaient de frapper des cibles en Syrie).

Cette année Israël a célébré ses 70 ans, ce qui a donné lieu à bien des ouvrages, dont nous en avons recensé un *Histoire d'Israël* (e-Recension du



22 octobre 2018). Mati BEN-AVRAHAM, dans *Israël depuis 1948* fait parler « 12 témoins essentiels [qui] racontent les coulisses de l'histoire », sous-titre de cet intéressant volume. « Les Israéliens ne continuent pas les Israélites, ils les métamorphosent » : ce mot d'André Malraux condense l'essence même du sionisme, à savoir une mutation d'identité induite par le retour de l'histoire. Il résume aussi une problématique à deux volets : les relations État/religion ici, les liens Israël/diaspora là. Cela pose une question essentielle, celle de l'identité d'Israël à laquelle il est difficile de donner une réponse ralliant tous les secteurs et composants de la société israélienne, comme l'a montré la loi définissant Israël comme un État de nation juive.



Au-delà de toutes les épreuves qu'a dû traverser cet État parti de rien, cet État de grincheux optimistes, ce qu'il faut relever « c'est de souligner, comment on le souligne depuis quelque temps, la "Nation *start-up*" ». Dans l'un des témoignages les plus éclairants de ce recueil, le professeur Yitzhak BEN-ISRAËL de l'Université de Tel-Aviv, président de l'Agence spatiale israélienne et de la Commission nationale de lutte anti-cyber, explique comment cela est arrivé. Dépendant entièrement de l'armement français, Israël a dû, à cause de l'embargo qui lui a été imposé après juin 1967, forger son indépendance technologique. Pour ce faire, il a bénéficié de l'immigration qui a suivi la guerre des Six Jours. Par exemple, la création d'Elta Systems, filiale des intérêts aéronautiques israéliens, a été possible grâce à l'apport de Serge Landesmann, ingénieur en chef chez Thompson.

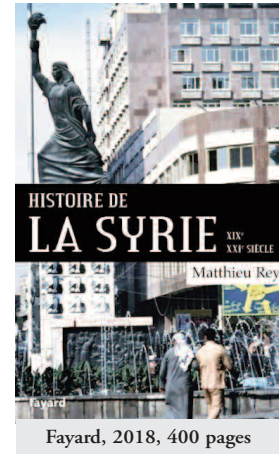
Un dispositif original a été mis en place, celui de la « réserve universitaire » ou « académique », consistant à sélectionner le 1 % des meilleurs bacheliers dans les disciplines scientifiques et de leur permettre de terminer leurs études. À la suite de quoi, ils effectuent un service de cinq ans au lieu de trois dans des unités spécialisées correspondant à leur spécialité, ce qui leur permet d'acquérir une utile expérience et des méthodes de travail inédites, qu'ils valoriseront en rejoignant le *cluster* de la recherche et des industries d'armement. Dès la fin des années 1980, Israël investissait plus de 4,25 % de son PIB dans la Recherche et développement (R&D), taux le plus élevé du monde : 4,27 % en 2015, dépassant d'un cheveu la Corée à 4,23 %, le Japon, à 3,28 %, l'Autriche et le Danemark à 3,1-3,2 %, les États-Unis à 2,79 %, la France à 2,23 %, la Chine à 2,07 % – mais celle-ci rattrape vite son retard –, et la Russie à 1,13 %. Toutes les grandes sociétés technologiques, IBM, Intel, Microsoft, Google, etc., y ont créé des centres de recherche. Dernier exemple, le cyber est une matière du bac israélien ! Sur un marché mondial de 70 milliards de dollars, sa part du marché est de 10 %, mais 20 % des investissements mondiaux y sont réalisés.

On trouvera bien d'autres témoignages aussi intéressants dans cet ouvrage. Ils sont livrés par les participants des principaux conflits, de l'évolution politique, du sauvetage de l'économie : on a oublié que l'inflation est passée de 191 % en 1983 à 445 % en 1984, menaçant d'être à quatre chiffres ! Par ailleurs, la chute de l'URSS s'est traduite par l'arrivée de 600 000 migrants en Israël. Ils se sont ajoutés au plus de 200 000 qui y étaient arrivés du temps de l'Union soviétique, ce qui a modifié la donne dans le pays et explique – en partie – le lien particulier qu'entretient le pays avec la Russie, notamment en Syrie.

Histoire de la Syrie

On retrouve le conflit syrien dans tous ces annuaires et atlas. Il apparaît utile de prendre de la hauteur de vue sur le destin de ce pays charnière. Le conflit syrien, dont la durée dépasse celle de la Seconde Guerre mondiale ainsi que bien d'autres conflits passés et contemporains, est le plus complexe et l'un des plus controversés de ces dernières décennies. Pour en saisir la signification, une plongée dans l'histoire syrienne s'impose... ce qu'a réalisé Matthieu REY dans son livre fouillé, riche d'une bibliographie s'étendant sur 33 pages !

Citons les dernières lignes de l'ouvrage qui résumement en termes généraux les enjeux actuels : « À partir de 2013, les imbrications des forces internes et externes se font plus fortes. Tout semble de plus en plus dépendre des partenaires étrangers. D'un côté, le régime parvient à construire une alliance durable qui le stabilise. De l'autre, les intérêts divergents des "amis de la Syrie", dont le premier objectif est d'endiguer une crise, favorisent les adversités dans l'opposition. La rareté des armements et des finances accroît les sensibilités. L'absence de contrôle aux frontières permet aussi aux groupes étrangers, principalement ceux d'Irak, de pénétrer le pays. L'opposition binaire se complexifie lorsque les forces kurdes en viennent à combattre au nom de leur identité et que les forces islamistes s'affilient à l'État islamique. Ces deux groupes en appellent à une "autre" révolution, non le départ du régime, mais l'établissement d'un ordre nouveau, celui du Kurdistan ou celui d'un État islamique. Ils participent de la décomposition du pays. (...) Un puzzle de plusieurs milliers de pièces se forme, au sein de chacune, les quatre courants peuvent revendiquer plus ou moins d'influence, et les luttes de picrocholine se multiplient pour prendre tel *check-point*, telle caserne, telle route, etc. Ce ne sont plus des habitants, des partisans et des engagements qui sont évoqués dans les rapports, mais des bénéficiaires de l'aide, des déplacés internes et des réfugiés... Le tourbillon événementiel lasse une opinion étrangère dont les attentes ne se réalisent pas comme prévu. Les parrains étrangers – principalement les Russes, les Iraniens, les



Fayard, 2018, 400 pages



Américains et les Turcs – en viennent, au cours de l'année 2016-2017, à conclure que seule une occupation par leur force peut permettre de créer une “désescalade du conflit”. Ultime point actuel d'un conflit de six ans, Syriennes et Syriens entrent dans un trou noir dans lequel ils deviennent de plus en plus invisibles face à un jeu qui les dépasse à plus d'un titre, la présidence de Bashar al-Assad inaugure un temps nouveau en Syrie. »

Iran/Arabie saoudite : nouvelle guerre de Trente Ans ?

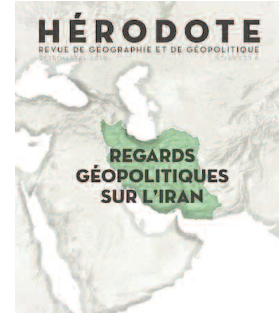
Sunnites vs Chiïtes ?

L'affrontement religieux sunnite-chiïte, qui s'avère de plus en plus aigu, se greffe sur un affrontement géopolitique autour de la maîtrise de la région vitale, du golfe Arabo-Persique, comme du *leadership* du Grand Moyen-Orient sur fond d'affrontements pétroliers, chacun des pays s'efforçant de tirer le meilleur parti de ses ressources d'hydrocarbures. La coalition *de facto* Washington–Riyad–Jérusalem, appuyée par Le Caire et les autres monarchies de la Péninsule arabique, cherche à faire reculer l'Iran sur tous les fronts. Du nucléaire, bien sûr, dossier examiné sous ses nombreux aspects par tous les annuaires et atlas. De la Syrie, comme c'est le dessein affiché d'Israël ou de l'Arabie saoudite, qui a proposé à Damas de financer la reconstruction du pays à condition que l'Iran s'en retire en totalité. Du croissant chiïte aussi, comme en caressent l'idée Israël et les États-Unis. Si Washington s'efforce, à l'aide de ses « pressions maximales » à opérer un « *regime change* », en asséchant totalement les exportations pétrolières iraniennes, la question qui se pose est de savoir si le régime des *mollahs*, rejeté par des fractions croissantes de la population, reste fort ou est devenu faible.

Injustice sociale, corruption, mauvaise gestion, tous ces ingrédients, comme le coût croissant des interventions extérieures qui, depuis une décennie, se comptent en dizaines de milliards de dollars, et en centaines – sinon en milliers – de victimes, sont-ils de nature à fomenter une révolution par le bas ? La croissance iranienne est passée de 6,5 % en 2016 à 3,3 % en 2017 et la chute des exportations de brut, évaluée à titre conservatoire à 1 voire 1,5 M de barils/jour devrait se traduire par une baisse des recettes brutes de 120 M \$ par jour (43,8 Mds par an, soit 7 fois le coût de l'opération militaire saoudienne au Yémen ou presque 3 fois le budget militaire annuel de la République des *mollahs* !). On verra comment la Chine et l'Inde parviendront à contourner l'embargo pétrolier américain – car le Japon ou la Corée du Sud devront s'y aligner –, qui est entré en vigueur le 4 novembre, anniversaire de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran (1979), une date qui ne doit rien au hasard. L'« État profond » iranien se nourrit de l'hostilité américaine dans une forme de complexe obsidional, de la peur du chaos. Il dispose de la force et peut redistribuer l'argent, même réduit, de la rente pétrolière.

Face à l'Iran, le prince héritier, Mohammed ben Salmane, fait figure d'homme pressé qui a mis en marche une « révolution » comprenant bien des inconnus et des volte-face. S'agit-il d'un prince efficace ou impulsif ? Peut-il mettre fin à la catastrophe yéménite qu'il a imprudemment déclenchée ? En tout cas, son ambitieux plan *Vision 2030* qui reposait sur la mise en vente de 5 % des actions de Saudi Aramco, la plus grande opération boursière de l'histoire devant engranger entre 1 000 et 2 000 Mds \$, semble avoir été repoussé à des jours meilleurs.

Curieusement, la revue *Hérodote* n'a consacré un numéro spécial (2^e trimestre 2018, n° 169) à l'Iran que tout récemment alors que ce pays déploie sa présence dans toute la région du Proche et Moyen-Orient depuis de nombreuses années, sans remonter à l'aide qu'il a apporté au *Hezbollah* lors de sa création en 1982. Comme l'explique Pierre RAZOUX, ce pays pratique une politique étrangère complexe et polymorphe selon sept systèmes de nature et d'importance variables : le système golfe Arabo-Persique (importance géopolitique), le système mer Caspienne (géopolitique), le système Levant (idéologique et géopolitique), le système monde musulman chiite (idéologique), le système Opep (importance économique cardinale), le système « océan Indien » (économique) et le système Asie (économique). Une série d'articles décline certains de ces systèmes, comme celui du triangle Russie–Iran–Turquie qui se déploie en Syrie sous l'égide de la Conférence d'Astana (janvier 2017) ; celui du binôme Iran–Israël qui, pour le moment, reste contrôlé – l'État hébreu bénéficiant d'une supériorité en termes d'équipement militaire moderne, alors qu'en dehors de la force *Al-Qods* (125 000), l'équipement de l'armée iranienne date du *Shah*. Mais peut-on résumer l'avenir de l'Iran, par une seule phrase : gérer Trump ?



Qatar et Arabie saoudite

Convient-il de replacer la soudaine rupture des relations diplomatiques entre le Qatar et l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Yémen et l'Égypte, intervenue le 5 juin 2017, dans le cadre plus global de l'affrontement entre Riyad et Téhéran ? Si les pays de la Péninsule arabique ont exigé du petit émirat gazier qu'il rompe immédiatement, le motif de cette rupture est certainement plus important. Il entre dans cette querelle de « famille » bien d'autres ingrédients, comme le soutien de Doha aux Frères musulmans, également soutenus par la Turquie alliée du Qatar et qui y a édifié une base militaire. L'Arabie saoudite et ses alliés exigent également la fermeture de la télévision satellitaire *Al-Jazeera*. Toutes ces demandes équivalent à imposer au Qatar une souveraineté limitée.

C'est l'ensemble des enjeux complexes qu'expose en profondeur le général François CHAUVANCY, géopoliticien, spécialiste des stratégies d'influence et ancien



professeur à l'École de Guerre dans *Blocus du Qatar : l'offensive manquée – Guerre de l'information, jeux d'influence, affrontement économique*. L'affrontement entre Qatar et Arabie saoudite illustre parfaitement la stratégie du faible au fort, dont les situations peuvent se reproduire en maints endroits de la Planète. Il est vrai qu'outre l'habileté de l'émir Tamin, sous-estimé par ses adversaires saoudien et émirati, qui a rétabli l'équilibre entre les protagonistes, l'Émirat du Qatar a bénéficié de la garantie des puissances militaires déployées sur son sol, à commencer par les États-Unis qui, le 10 avril 2018, ont annoncé lui avoir livré des missiles de défense antiaérienne...



Hermann, 2018, 328 pages

Aucun annuaire ou ouvrage n'avait évidemment pu commenter le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, neveu du célèbre marchand d'armes ayant ses entrées auprès de la famille royale. Cet acte « barbare », perpétré le 2 octobre 2018 dans les locaux du consulat général d'Arabie saoudite d'Istanbul, a déclenché une tempête politico-diplomatique mondiale et plongé la monarchie saoudienne dans sa crise la plus aiguë depuis le 11 septembre 2001. On verra dans les semaines à venir comment se dénouera cette épreuve.

En attendant, les lecteurs pourront se plonger dans l'ouvrage de Christine OCKRENT, *Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed ben Salman, les mirages d'un pouvoir absolu*. Elle dévoile bien des traits de caractère de cette « figure romanesque » qu'elle qualifie finalement de « Tancred d'Arabie » qui a repris le slogan du *Guépard* : « Pour que rien ne change, il faut que tout change ». Aîné des 6 fils que Fahda bint Falah al-Hithalayn, la 3^e épouse et la favorite, a donnés à Salmane, MBS comme on le dénomme, a aujourd'hui 32 ans. C'est un homme grand – 1,90 m –, massif et même enrobé, au regard direct. « Héros forcément tragique qui incarne à lui seul la puissance et la fragilité d'une autocratie opaque, qui entend maîtriser sa propre évolution sans préjuger les leçons de l'histoire ». Christine OCKRENT décrit par le menu la rafle du Ritz Carlton (une trentaine de personnalités de haut rang retenues en novembre 2017 dans un hôtel 5 étoiles de Riyad), se penche sur la communication du Prince, la manière dont il a promu sa *Vision 2030*, élaborée par le cabinet de conseil américain McKinsey. Elle s'étend sur les liens entre le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, âgé de 37 ans et MBS.



Robert Laffont, 2018, 278 pages

L'assassinat de Jamal Khashoggi et l'attitude qu'a adoptée par la suite Recep Tayyip Erdogan l'ont bien



montré : ce dont il s'agit dans ce bras de fer, entre Ankara et Riyad, c'est bien la maîtrise du monde sunnite et l'attitude vis-à-vis de l'Iran, avec lequel la Turquie effectue un bout de chemin en Syrie. L'auteure fait sienne la thèse selon laquelle l'amplification de la menace iranienne permet à MBS, de magnifier son rôle de sauveur de l'Arabie saoudite et de toute la région contre la « persianisation » et la « chiification ». Et de conclure : « Mohammed Ben Salman n'en est pas moins le seul dirigeant du monde arabo-musulman à prendre en compte à sa façon les attentes de la majorité de sa population, le seul aussi après tant de guerres et de palabres stériles à aborder les fractures du Moyen-Orient avec une approche novatrice et courageuse, le seul à reconnaître dans ses limites les dangers de l'extrémisme musulman. Il est le seul ». On verra dans quelle mesure ce jugement sera confirmé ou infirmé, car elle ajoute justement « *L'hubris* des hommes est grande, et leur chemin semé d'embûches ».

(*À suivre...*)